

Délibération n° 2020-118

OBJET : FIXATION DES INDEMNITÉS DES ÉLUS COMMUNAUTAIRES

Siège social : Orsay

Nombre de délégués en exercice	:	78
Présents	:	63
Présents et représentés	:	77
Votants	:	77

Le jeudi 16 juillet 2020, le Conseil Communautaire dont les membres ont été légalement convoqués par lettre le 10 juillet 2020, s'est réuni à 20h30, sous la présidence de M. de LASTEYRIE, en salle du Conseil communautaire à Orsay.

DELEGUES PRESENTS

Madame	Stéphanie	GUEU-VIGUIER	Commune de Ballainvilliers
Madame	Irène	BESOMBES	Commune de Bures-sur-Yvette
Monsieur	Jean-François	VIGIER	Commune de Bures-sur-Yvette
Monsieur	Christian	LECLERC	Commune de Champlan
Monsieur	Olivier	BOUCHE	Commune de Chilly-Mazarin
Monsieur	Jean-Pierre	CRUSE	Commune de Chilly-Mazarin
Madame	Karine	GREMION	Commune de Chilly-Mazarin
Monsieur	Dominique	LACAMBRE	Commune de Chilly-Mazarin
Madame	Rafika	REZGUI	Commune de Chilly-Mazarin
Madame	Muriel	DORLAND	Commune d'Epinay-sur-Orge
Monsieur	Vincent	GALLET	Commune d'Epinay-sur-Orge
Monsieur	Yann	CAUCHETIER	Commune de Gif-sur-Yvette
Madame	Catherine	LANSIART	Commune de Gif-sur-Yvette
Madame	Caroline	LAVARENNE	Commune de Gif-sur-Yvette
Madame	Florence	NOIROT	Commune de Gif-sur-Yvette
Madame	Lucie	SELLEM	Commune de Gometz-le-Châtel
Madame	Nathalie	FRANCESETTI	Commune d'Igny
Monsieur	Francisque	VIGOUROUX	Commune d'Igny
Monsieur	Jean-Pierre	MEUR	Commune de la Ville du Bois
Monsieur	Clovis	CASSAN	Commune des Ulis
Monsieur	Lodovico	CASSINARI	Commune des Ulis
Madame	Sarah	JAUBERT	Commune des Ulis
Monsieur	Gabriel	LAUMOSNE	Commune des Ulis
Madame	Délila	M'HENNI	Commune des Ulis
Monsieur	Stéphane	DELAGNEAU	Commune de Longjumeau
Madame	Sandrine	GELOT	Commune de Longjumeau

Délibération n° 2020-118

Madame	Alexia	PERRIN	Commune de Longjumeau
Monsieur	Bernard	XAVIER	Commune de Longjumeau
Madame	Catherine	DELAITRE	Commune de Marcoussis
Monsieur	Olivier	THOMAS	Commune de Marcoussis
Madame	Caroline	CAILLEAU	Commune de Massy
Monsieur	Vincent	DELAHAYE	Commune de Massy
Madame	Michèle	FRERET	Commune de Massy
Madame	Hella	KRIBI-ROMDHANE	Commune de Massy
Madame	Hawa	NIANG	Commune de Massy
Monsieur	Pierre	OLLIER	Commune de Massy
Madame	Elisabeth	PHLIPPOTEAU	Commune de Massy
Monsieur	Franck	ROUGEAU	Commune de Massy
Monsieur	Nicolas	SAMSOEN	Commune de Massy
Monsieur	Hakim	SOLTANI	Commune de Massy
Madame	Isabelle	KLJAJIC	Commune de Montlhéry
Monsieur	Didier	PERRIER	Commune de Nozay
Madame	Martine	CHARVIN	Commune d'Orsay
Monsieur	Philippe	ESCANDE	Commune d'Orsay
Monsieur	David	ROS	Commune d'Orsay
Monsieur	Laurent	CARO	Commune de Palaiseau
Monsieur	Gilles	CORDIER	Commune de Palaiseau
Monsieur	Pierre	COSTI	Commune de Palaiseau
Monsieur	Grégoire	de LASTEYRIE	Commune de Palaiseau
Madame	Véronique	LEDOUX	Commune de Palaiseau
Madame	Shirley	LEGRAND	Commune de Palaiseau
Madame	Delphine	PERSON	Commune de Palaiseau
Monsieur	Pierre-Alexandre	MOURET	Commune de Saint-Aubin
Monsieur	Stéphane	BAZILE	Commune de Saulx-les-Chartreux
Monsieur	Bernard	GLEIZE	Commune de Vauhallan
Madame	Karine	CASAL DIT ESTEBAN	Commune de Verrières-le-Buisson
Monsieur	Vincent	HULIN	Commune de Verrières-le-Buisson
Monsieur	François Guy	TRÉBULLE	Commune de Verrières-le-Buisson
Monsieur	Dominique	FONTENAILLE	Commune de Villebon-sur-Yvette
Madame	Nathalie	PLUMAIL	Commune de Villebon-sur-Yvette
Monsieur	Igor	TRICKOVSKI	Commune de Villejust
Monsieur	Guillaume	VALOIS	Commune de Villiers-le-Bâcle
Madame	Françoise	FERNANDES	Commune de Wissous

Délibération n° 2020-118

DELEGUES ABSENTS REPRESENTES

Madame Véronique FRANCOIS donne pouvoir à Madame Sandrine GELOT
Monsieur Michel BOURNAT donne pouvoir à Monsieur Yann CAUCHETIER
Madame Françoise MARHUENDA donne pouvoir à Monsieur Grégoire de LASTEYRIE
Monsieur Christian LARDIERE donne pouvoir à Madame Sandrine GELOT
Madame Catherine GAILLARD donne pouvoir à Monsieur Bernard XAVIER
Monsieur Roger DEL NEGRO donne pouvoir à Madame Hella KRIBI-ROMDHANE
Madame Bouchra LAOUES donne pouvoir à Madame Hawa NIANG
Monsieur Mustapha MARROUCHI donne pouvoir à Monsieur Nicolas SAMSOEN
Monsieur Claude PONS donne pouvoir à Madame Isabelle KLJAJIC
Madame Elisabeth DELAMOYE donne pouvoir à Monsieur David ROS
Madame Catherine VITTECOQ donne pouvoir à Monsieur Pierre COSTI
Monsieur Michel SENOT donne pouvoir à Monsieur Bernard GLEIZE
Monsieur Jean-Paul MORDEFROID donne pouvoir à Monsieur François Guy TRÉBULLE
Monsieur Richard TRINQUIER donne pouvoir à Madame Françoise FERNANDES

DELEGUES ABSENTS

Monsieur Mokhtar SADJI Commune de Palaiseau

DELEGUES QUI N'ONT PAS PRIS PART AUX VOTES

Secrétaire de séance : Pierre OLLIER

Objet : FIXATION DES INDEMNITÉS DES ÉLUS COMMUNAUTAIRES

Le Conseil Communautaire,

Sur rapport de Monsieur Grégoire de LASTEYRIE.

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L2123-24-1-III, L5211-10, L5211-12, L5211-12-1, L5211-12-2, L5211-14, L5216-4, L5216-4-1 et R5216-1 ;

VU la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique ;

VU le décret n° 2004-615 du 25 juin 2004 relatif aux indemnités de fonction des Présidents et Vice-Présidents des établissements publics de coopération intercommunale ;

VU le décret n° 2013-362 du 26 avril 2013 relatif aux conditions d'affiliation des élus locaux au régime général de la sécurité sociale ;

VU le décret n°2017-85 du 26 janvier 2017 portant modification du décret n° 82-1105 du 23 décembre 1982 relatif aux indices de la fonction publique ;

VU la note d'information NOR TERB1830058N du 9 janvier 2019 relative aux montants maximum bruts mensuels des indemnités de fonction des titulaires de mandats locaux applicables à partir du 1er janvier 2019 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2017-PREF-DRCL/844 du 6 décembre 2017 portant approbation des statuts de la Communauté d'agglomération Communauté Paris-Saclay ;

CONSIDERANT la nécessité de délibérer sur les taux fixant les indemnités du Président, des Vice-Présidents, des Conseillers Communautaires délégués et des Conseillers Communautaires ;

CONSIDERANT que le montant des indemnités de fonction versées aux élus communautaires est calculé sur la base d'un pourcentage de l'indice brut terminal de la fonction publique ;

CONSIDERANT que les indemnités des élus communautaires se répartissent en deux enveloppes distinctes sans possibilité de reversement ascendant ou descendant entre elles :

- une première enveloppe, dite « enveloppe indemnitaire globale » déterminée en additionnant l'indemnité maximale pour l'exercice effectif des fonctions de Président et les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions de Vice-Présidents, correspondant au nombre existant de vice-présidences effectivement exercées, dans la limite de 15 ;

- une seconde enveloppe comprenant les indemnités maximales pouvant être versées pour l'exercice effectif des fonctions de Conseiller Communautaire sans délégation de fonction, et sans que le montant individuel versé puisse excéder 6% de l'indice brut terminal de la fonction publique ;

Délibération n° 2020-118

CONSIDERANT qu'il peut être versé une indemnité de fonction aux Conseillers Communautaires recevant délégation de fonction, dans les mêmes limites que pour les Vice-Présidents et au moyen de l'enveloppe indemnitaire globale dont le montant total maximal est déterminé en additionnant l'indemnité maximale pour l'exercice effectif des fonctions de Président et les indemnités maximales pour l'exercice effectif des fonctions de Vice-Président ;

CONSIDERANT que le montant total de l'enveloppe indemnitaire qui servira au versement de l'indemnité des Vice-Présidents et des Conseillers Communautaires délégués est calculé sur la base de 72,50% de l'indice terminal de la fonction publique, multiplié par le nombre de Vice-Présidents susceptibles de la percevoir, soit multiplié par 15 ;

CONSIDERANT ainsi que le versement de l'indemnité à 15 Vice-Présidents et 11 Conseillers Communautaires délégués, soit 26 membres au lieu de 15, conduit à une réduction mécanique du taux de l'indemnité attribuée, celui-ci passant de 72,50% à 41,34% de l'indice brut terminal de la fonction publique ;

CONSIDERANT que lorsque le montant total de rémunérations et d'indemnités de fonction d'un membre d'un organe délibérant d'établissement public de coopération intercommunale fait l'objet d'un écrêtement, la part écrêtée est reversée au budget de la personne publique au sein de laquelle ce membre exerce le plus récemment un mandat ou une fonction ;

APRES EN AVOIR DELIBERE,

1. DIT que le montant mensuel brut de l'indemnité de fonction pour le Président s'élève à 143,30% de l'indice brut terminal de la fonction publique et qu'elle sera versée à la date de désignation dans la fonction ;
2. DIT que le montant mensuel brut de l'indemnité de fonction pour un Vice-Président s'élève à 41,34% de l'indice brut terminal de la fonction publique ;
3. DIT que le montant mensuel brut de l'indemnité de fonction pour un Conseiller communautaire délégué s'élève à 41,34% de l'indice brut terminal de la fonction publique ;
4. DIT que le montant mensuel brut de l'indemnité de fonction pour un Conseiller communautaire s'élève à 4,66% de l'indice brut terminal de la fonction publique ;
5. RAPPELLE que les montants précités seront actualisés en fonction de la valeur du point d'indice de la fonction publique ;
6. DIT que la dépense sera inscrite au budget des années concernées, chapitre, fonction et article nécessaires ;

Délibération n° 2020-118

7. DIT que chaque année est communiqué avant l'examen du budget de l'EPCI un état présentant les indemnités de toute nature, libellées en euro dont bénéficient les élus communautaires siégeant dans leur conseil, au titre de tout mandat ou de toute fonction exercés en leur sein et au sein de tout syndicat ou de toute société ou filiale d'une de ces sociétés.

Fait et délibéré le jeudi 16 juillet 2020
Extrait conforme à l'original

Le Président,


Grégoire de LASTEYRIE



ADOPTÉE par (77 VOIX)

77 POUR : Madame Stéphanie GUEU-VIGUIER , Madame Irène BESOMBES, Monsieur Jean-François VIGIER, Monsieur Christian LECLERC, Monsieur Olivier BOUCHE, Monsieur Jean-Pierre CRUSE, Madame Karine GREMION, Monsieur Dominique LACAMBRE , Madame Rafika REZGUI, Madame Muriel DORLAND, Madame Véronique FRANCOIS, Monsieur Vincent GALLET, Monsieur Michel BOURNAT, Monsieur Yann CAUCHETIER, Madame Catherine LANSIART, Madame Caroline LAVARENNE, Madame Florence NOIROT, Madame Lucie SELLEM, Madame Nathalie FRANCESETTI, Monsieur Francisque VIGOUROUX, Monsieur Jean-Pierre MEUR, Monsieur Clovis CASSAN, Monsieur Lodovico CASSINARI, Madame Sarah JAUBERT, Monsieur Gabriel LAUMOSNE, Madame Françoise MARHUENDA, Madame Délila M'HENNI, Monsieur Christian LARDIERE, Monsieur Stéphane DELAGNEAU, Madame Catherine GAILLARD, Madame Sandrine GELOT, Madame Alexia PERRIN, Monsieur Bernard XAVIER, Madame Catherine DELAITRE, Monsieur Olivier THOMAS, Madame Caroline CAILLEAU, Monsieur Vincent DELAHAYE, Monsieur Roger DEL NEGRO, Madame Michèle FRERET, Madame Hella KRIBI-ROMDHANE, Madame Bouchra LAOUES, Monsieur Mustapha MARROUCHI, Madame Hawa NIANG, Monsieur Pierre OLLIER ,

Délibération n° 2020-118

Madame Hella KRIBI-ROMDHANE, Madame Bouchra LAOUES, Monsieur Mustapha MARROUCHI, Madame Hawa NIANG, Monsieur Pierre OLLIER , Madame Elisabeth PHILIPPOTEAU, Monsieur Franck ROUGEAU, Monsieur Nicolas SAMSOEN, Monsieur Hakim SOLTANI, Madame Isabelle KLJAJIC, Monsieur Claude PONS, Monsieur Didier PERRIER, Madame Martine CHARVIN , Madame Elisabeth DELAMOYE , Monsieur Philippe ESCANDE , Monsieur David ROS, Monsieur Laurent CARO, Monsieur Gilles CORDIER, Monsieur Pierre COSTI, Monsieur Grégoire de LASTEYRIE, Madame Véronique LEDOUX, Madame Shirley LEGRAND , Madame Delphine PERSON , Madame Catherine VITTECOQ , Monsieur Michel SENOT, Monsieur Pierre-Alexandre MOURET, Monsieur Stéphane BAZILE, Monsieur Bernard GLEIZE, Madame Karine CASAL DIT ESTEBAN, Monsieur Vincent HULIN, Monsieur Jean-Paul MORDEFROID, Monsieur François Guy TRÉBULLE, Monsieur Dominique FONTENAILLE , Madame Nathalie PLUMAIL , Monsieur Igor TRICKOVSKI, Monsieur Guillaume VALOIS, Madame Françoise FERNANDES, Monsieur Richard TRINQUIER

0 CONTRE :

0 ABST. :

ID Télétransmission : 091-200056232 - 2020 07 16 - Imc 131633-DE-1-1

Date AR Préfecture : 23/07/20

- Affichée / Publiée le 23/07/20

- En application des dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, cette délibération peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de son affichage ou de sa publication.

-La juridiction peut être saisie de manière dématérialisée par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.